

**Commissions administratives paritaires.**

Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative et le ministre des anciens combattants et victimes de guerre,

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 59-307 du 14 février 1959 portant règlement d'administration publique et relatif aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques paritaires;

Vu le décret n° 55-124 du 20 janvier 1955 modifié portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier des fonctionnaires des services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre;

Vu l'arrêté interministériel du 13 décembre 1957 relatif à la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des personnels des services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, modifié suivant rectificatif publié au *Journal officiel* du 24 janvier 1958,

**Arrêtent :**

Art. 1<sup>er</sup>. — La composition de la commission administrative paritaire n° 3 compétente à l'égard des commis des services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, fixée par l'article 2 rectifié de l'arrêté interministériel du 13 décembre 1957, est modifiée ainsi qu'il suit :

DÉSIGNATION	MEMBRES	
	Titulaires.	Suppléants.
.....	.....	.....
Commission administrative paritaire n° 3.		
A. — Représentants de l'administration...	2	2
B. — Représentants du personnel commis.	2	2
.....	.....	.....

Art. 2. — Le directeur de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 janvier 1967.

*Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre,*

Pour le ministre et par délégation :

Pour le directeur de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre empêché :

*Le sous-directeur,*  
CHARLES BRISSET.

*Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative,*

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

Pour le directeur général de l'administration et de la fonction publique empêché :

*Le sous-directeur,*  
LAURENT BLANC.

**MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS****Brevets d'Etat de moniteur, d'instructeur et de professeur d'équitation.**

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant les attributions du ministre de la jeunesse et des sports;

Vu l'arrêté du 2 février 1966 donnant délégation de signature au directeur des sports,

**Arrête :**

Art. 1<sup>er</sup>. — Les brevets d'Etat créés par le présent arrêté, brevets de moniteur d'équitation, d'instructeur d'équitation et de professeur d'équitation, autorisent leurs titulaires à enseigner l'équitation contre rémunération dans les limites précisées à l'article 2.

Art. 2. — A. — Le brevet de moniteur d'équitation autorise ses titulaires à dispenser aux débutants l'enseignement de l'équitation, telle qu'elle est définie au chapitre D du manuel d'équitation de la fédération française des sports équestres et qui comporte :

La mise en confiance;  
La mise en selle;  
L'école des aides.

Il permet en outre :

D'acheminer les élèves vers l'équitation sportive élémentaire :

Dressage : reprise n° 1 ;

Concours complet d'équitation : 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> série ;

Concours hippique : épreuves du niveau des sociétés hippiques rurales et urbaines et épreuves juniors.

D'accompagner les élèves au cours des sorties à l'extérieur.

B. — Le brevet d'instructeur d'équitation permet à ses détenteurs d'enseigner l'équitation, telle qu'elle est définie au chapitre II du manuel d'équitation de la fédération française des sports équestres (1<sup>re</sup> partie).

Cet enseignement a pour objet :

La conduite du cheval, qui comporte :

L'étude des aides ;

La maîtrise des aides ;

L'emploi des aides.

La préparation des cavaliers aux épreuves officielles des trois disciplines des sports équestres : dressage, concours complet d'équitation, concours hippique.

C. — Le brevet de professeur d'équitation autorise ses titulaires à enseigner l'équitation, telle qu'elle est définie au chapitre III du manuel d'équitation de la fédération française des sports équestres. Cet enseignement s'adresse plus spécialement aux cavaliers de grande expérience se destinant aux épreuves nationales et internationales de dressage, de concours complet d'équitation et de concours hippique.

Art. 3. — Délégation provisoire est accordée à la fédération française des sports équestres, dans les conditions prévues par l'article 1<sup>er</sup> (2<sup>a</sup>) de la loi du 6 août 1963 et par l'article 3 de l'arrêté du 30 juillet 1965, pour délivrer sous le contrôle du ministre de la jeunesse et des sports les brevets d'Etat faisant l'objet du présent arrêté.

Art. 4. — Pour être admis à se présenter aux épreuves des examens conduisant à la délivrance de ces brevets, les candidats doivent répondre aux conditions suivantes :

1° En ce qui concerne le brevet d'Etat de moniteur d'équitation :

Etre âgés de dix-huit ans révolus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen ;

Etre titulaires, depuis un an au moins, du brevet d'équitation du deuxième degré délivré soit par la fédération française des sports équestres, soit par un comité régional de coordination du sport équestre.

2° En ce qui concerne le brevet d'Etat d'instructeur d'équitation :

Etre âgés de vingt et un ans révolus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen ;

Etre titulaires, depuis un an au moins, du brevet d'Etat de moniteur d'équitation.

3° En ce qui concerne le brevet d'Etat de professeur d'équitation :

Etre âgés de vingt-cinq ans révolus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen ;

Etre titulaires, depuis deux ans au moins, du brevet d'Etat d'instructeur d'équitation.

Art. 5. — Tout candidat à l'un des brevets prévus à l'article 2 du présent arrêté est tenu de faire parvenir au service départemental de la jeunesse et des sports du lieu de son domicile principal, et ceci deux mois au moins avant la date des épreuves, un dossier comprenant :

Une demande d'inscription sur papier libre ;

Une fiche d'état civil ;

Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;

Une copie certifiée conforme ou une photocopie du diplôme exigé par les dispositions de l'article 4 ;

Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement des sports équestres datant de moins de trois mois ;

Deux photos d'identité.

Art. 6. — Les jurys chargés d'examiner les candidats aux brevets visés aux articles précédents sont nommés par le ministre de la jeunesse et des sports.

Ils sont constitués sur les bases suivantes :

Pour le brevet d'Etat de moniteur d'équitation :

Le ministre de la jeunesse et des sports ou son représentant, président ;

Un représentant du ministre de l'agriculture (administration des haras) ;

Le directeur des sports ou son représentant ;

Deux représentants de la fédération française des sports équestres dont obligatoirement un conseiller technique régional ;

Un médecin et un vétérinaire désignés par le ministre de la jeunesse et des sports, sur proposition de la fédération française des sports équestres.

Pour le brevet d'Etat d'instructeur d'équitation :

Même composition que pour le brevet de moniteur en prévoyant toutefois trois représentants de la fédération française des sports équestres au lieu de deux. Parmi ces trois représentants de la fédération doivent figurer deux conseillers techniques régionaux.

Pour le brevet d'Etat de professeur d'équitation :

Le ministre de la jeunesse et des sports ou son représentant, président ;

Un représentant du ministre de l'agriculture (administration des haras);

Le directeur des sports ou son représentant;

Trois représentants de la fédération française des sports équestres dont un juge international.

Art. 7. — Les examens des brevets d'Etat de moniteur et d'instructeur d'équitation comportent :

- Des épreuves écrites;
- Des épreuves pratiques;
- Des épreuves pédagogiques;
- Et des épreuves orales.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20.

#### I. — Brevet d'Etat de moniteur d'équitation.

1° L'épreuve écrite du brevet d'Etat de moniteur d'équitation consiste en une rédaction portant sur un sujet relatif au sport (durée : deux heures; coefficient 1).

Toute note égale ou inférieure à 8 sur 20 est éliminatoire.

2° Les épreuves pratiques du brevet d'Etat de moniteur d'équitation sont au nombre de deux :

Une reprise individuelle de dressage en bride complète, soit la reprise n° 2 publiée par la fédération française des sports équestres, soit une reprise de même niveau (coefficient 2).

L'exécution à cheval (embouchure libre) d'un parcours comportant une dizaine d'obstacles de 1 mètre à 1,10 mètre donnant lieu à des difficultés de conduite (coefficient 2).

Toute note égale ou inférieure à 10 sur 20 est éliminatoire.

3° L'épreuve pédagogique du brevet d'Etat de moniteur d'équitation consiste dans l'enseignement à des cavaliers débutants d'un ou plusieurs éléments du programme d'équitation élémentaire publié en annexe I (coefficient 5).

Toute note égale ou inférieure à 10 sur 20 est éliminatoire.

4° Les épreuves orales du brevet d'Etat de moniteur d'équitation consistent en quatre interrogations portant sur :

- L'équitation proprement dite (coefficient 1);
- L'instruction (coefficient 1);
- L'hippologie (coefficient 1);
- Le secourisme appliqué aux cavaliers et aux chevaux (coefficient 1).

Les programmes de ces interrogations sont publiés en annexe I.

Toute note égale ou inférieure à 8 sur 20 est éliminatoire.

Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat de moniteur d'équitation, les candidats doivent n'avoir été sanctionnés par aucune note éliminatoire et avoir obtenu un total de 168 points correspondant à une moyenne de 12 sur 20 pour l'ensemble des épreuves.

#### II. — Brevet d'Etat d'instructeur d'équitation.

1° L'épreuve écrite du brevet d'Etat d'instructeur d'équitation consiste dans une composition pouvant permettre de déceler les connaissances générales des candidats (durée : trois heures; coefficient 2).

Toute note égale ou inférieure à 8 sur 20 est éliminatoire.

2° Les épreuves pratiques du brevet d'Etat d'instructeur d'équitation sont au nombre de deux :

Reprise individuelle de dressage en bride complète, soit la reprise n° 3 publiée par la fédération française des sports équestres, soit une reprise de même niveau mais pouvant aller jusqu'au changement de pied si le dressage du cheval le permet (coefficient 2,5).

L'exécution à cheval (embouchure libre) d'un parcours extérieur d'une longueur totale d'environ 1.200 mètres et comportant une quinzaine d'obstacles :

Sur 800 mètres environ, des obstacles naturels, habillés ou non (fossés, rivières, buttes, banquettes, contre-hauts ou contre-bas), sur 400 mètres environ, des obstacles artificiels de 1,10 mètre à 1,20 mètre, dont au moins un double donnant lieu à des difficultés de conduite (coefficient 2,5).

Toute note égale ou inférieure à 10 sur 20 est éliminatoire.

3° L'épreuve pédagogique du brevet d'Etat d'instructeur d'équitation consiste dans l'enseignement à des cavaliers déjà avertis d'un ou plusieurs éléments du programme d'équitation secondaire publié en annexe (coefficient 5).

Toute note égale ou inférieure à 12 sur 20 est éliminatoire.

4° Les épreuves orales du brevet d'Etat d'instructeur d'équitation consistent en quatre interrogations portant sur :

- L'équitation et le débouillage (coefficient 1);
- Le perfectionnement des cavaliers (établissement d'une progression) (coefficient 1);
- L'hippologie (coefficient 1);
- Le secourisme appliqué aux cavaliers et aux chevaux (coefficient 1).

Les programmes de ces interrogations sont publiés en annexe.

Toute note égale ou inférieure à 10 sur 20 est éliminatoire.

Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat d'instructeur d'équitation, les candidats doivent n'avoir été sanctionnés par aucune note éliminatoire et avoir obtenu un total de 224 points correspondant à une moyenne de 14 sur 20 pour l'ensemble des épreuves.

Art. 8. — L'examen du brevet d'Etat de professeur d'équitation comporte :

- Des épreuves pratiques;
- Une épreuve pédagogique;
- Et des épreuves orales.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20.

Toute note égale ou inférieure à 12, appliquée à l'une des épreuves, est éliminatoire.

1° Les épreuves pratiques du brevet d'Etat de professeur d'équitation sont au nombre de deux :

Une reprise individuelle de dressage de sept minutes, composée à la volonté du candidat, mais comportant au moins des allongements et ralentissements aux trois allures, des appuis aux trois allures et aux deux mains sur une diagonale, une demi-pirouette à chacune des deux mains, un travail au galop à faux, un ou plusieurs arrêts suivis de quelques pas de reculer et quelques changements de pied au galop sur une ligne droite. Cette reprise est suivie d'une discussion (coefficient 2).

L'exécution à cheval d'un parcours d'obstacles présentant les mêmes caractéristiques que le parcours décrit à l'article 7 (II, 2° alinéa), pour les épreuves pratiques du brevet d'Etat d'instructeur (coefficient 1).

2° L'épreuve pédagogique du brevet d'Etat de professeur d'équitation consiste dans la critique :

a) D'un cavalier et d'un cheval venant d'exécuter une reprise de dressage du type prévu au 1° du présent article (première épreuve pratique) (coefficient 1).

b) D'un cavalier et d'un cheval venant d'accomplir un parcours d'obstacle extérieur du type prévu au 1° du présent article (deuxième épreuve pratique) (coefficient 1).

Ces critiques sont appréciées en fonction des connaissances d'équitation supérieure des candidats.

3° Les épreuves orales du brevet d'Etat de professeur d'équitation consistent en une interrogation et un exposé :

L'interrogation doit porter sur un point quelconque du manuel d'équitation de la fédération française des sports équestres et sur la monte en épreuves d'obstacles (coefficient 1).

Pour l'exposé oral, le candidat tire au sort un sujet se rapportant au programme publié en annexe. Il dispose de quinze minutes pour préparer cet exposé et de quinze minutes pour le présenter (coefficient 1).

Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat de professeur d'équitation, les candidats doivent n'avoir été sanctionnés par aucune note éliminatoire et avoir obtenu un total de 105 points correspondant à une moyenne de 15 sur 20 pour l'ensemble des épreuves.

Art. 9. — Sur proposition des jurys, le ministre de la jeunesse et des sports arrête la liste des candidats admis.

Art. 10. — Les programmes des matières faisant l'objet des épreuves définies par les articles 7 et 8 du présent arrêté sont publiés en annexe :

Annexe I. — Programmes des épreuves du brevet d'Etat de moniteur d'équitation;

Annexe II. — Programmes des épreuves du brevet d'Etat d'instructeur d'équitation;

Annexe III. — Programmes des épreuves du brevet d'Etat de professeur d'équitation;

Annexe IV. — Tableau général des coefficients.

Art. 11. — Les brevets d'Etat de moniteur d'équitation, d'instructeur d'équitation et de professeur d'équitation pourront être délivrés sur titres, et sans examen, aux personnes qui en feront la demande, dans les conditions prévues par l'article 6 de la loi du 6 août 1963 susvisée, en justifiant de la possession soit de diplômes fédéraux, soit de titres délivrés par le ministère des armées ou de l'agriculture.

Par dérogation aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté du 30 juillet 1965 susvisé, le délai de neuf mois applicable aux demandes individuelles de reconnaissance par équivalence sera calculé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 12. — La liste des diplômes figurant au tableau B annexé à l'arrêté du 30 juillet 1965 susvisé est complétée par les brevets de moniteur d'équitation, d'instructeur d'équitation et de professeur d'équitation créés par le présent arrêté.

Art. 13. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 septembre 1966.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des sports,  
MARCEAU CRESPIN.

NOTA. — Les annexes prévues par l'article 10 de cet arrêté seront publiées au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

#### Comité consultatif national de judo, jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 55-1563 du 28 novembre 1955 réglementant la profession de professeur de judo et de jiu-jitsu et l'ouverture de salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat;

Vu le décret n° 58-471 du 3 mai 1958 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-1563 du 28 novembre 1955;